

# 6 ANS APRÈS LE TREMBLEMENT

## L'immobilisme plus

**Mercredi 21 mai 2003, 19 h 44 : la terre tremble. Un séisme de 6,7 sur l'échelle de Richter secoue Boumerdès et Alger. Son épïcentre a été localisé en mer très proche du littoral, à 60 km de la côte, entre Zemmouri et Boumerdès.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - C'est le séisme le plus meurtrier d'Algérie depuis 1980. Le bilan fait état de 2 278 morts, 10 147 blessés et plus de 15 000 sans-abris. Les dégâts matériels sont énormes. Des bâtisses se sont littéralement effondrées. Plusieurs communes ont été déclarées zones sinistrées. Ce séisme est venu rappeler que le nord du pays est classé zone à forte activité sismique.

Une donnée que les scientifiques n'ont eu de cesse de rappeler et qui théoriquement aurait dû aider à la prise de décision pour la réduction des risques. Apocalyptique, l'effondrement en millefeuilles des immeubles a prouvé que les normes parasismiques étaient une notion totalement étrange. Ni les particuliers et encore moins les pouvoirs publics

n'ont construit de manière à ce que les bâtisses résistent aux séismes. Même si les spécialistes ont fini par reconnaître que la législation de l'époque n'était pas parfaite, cependant des textes existaient, réglementant l'acte de bâtir. Force est de constater que ces derniers ont été foulés aux pieds.

Sous le choc du séisme du 21 mai, les différents organismes et ministères ayant un lien avec l'acte de construire ont élaboré un texte qui révisé certaines dispositions et exige le respect des normes sismiques.

Six ans plus tard, qu'en est-il vraiment ? Architectes et ingénieurs sont affirmatifs : l'application des textes est difficile. La définition du rôle de chacun des intervenants est floue. Le contrôle n'est pas systématique et beaucoup de



Photo : Samir Sid

personnes contournent la réglementation allégrement, s'exposant à des dangers réels. Pis, six années après la catastrophe du 21 mai, l'instance censée gérer l'après-

catastrophe n'a toujours pas vu le jour. De l'avis de tous les spécialistes, seule la centralisation de la décision est salutaire. Ils ont appelé à la création d'une instance au sein de

laquelle seront représentés tous les secteurs qui doivent intervenir en cas de catastrophe. C'est cette instance qui doit avoir la charge de mettre au point, de manière

urgente, un plan pour éviter les chevauchements des responsabilités. Cette recommandation est restée lettre morte. Egalement renvoyées aux calendes grecques, les campagnes de sensibilisation envers les petits et les grands. Il était question d'apprendre à tous le comportement à adopter en cas de séisme puisque souvent la panique est à l'origine de beaucoup de décès.

Force est de constater que sitôt les séquelles du séisme disparues, les campagnes de sensibilisation ont connu le même sort.

Pourtant, l'Algérien est condamné à vivre avec un risque avéré de tremblement de terre. Il doit connaître le comportement qui peut sauver des vies. Visiblement, la prévention ne fait pas partie des priorités des pouvoirs publics qui font preuve d'une grande débauche d'énergie pour convaincre que les sinistrés sont tous relogés.

N. I.

## La leçon d'un drame majeur

Qui oubliera cette terrible soirée du 21 mai 2003 ? En moins de trente secondes, le peuple algérien a vécu un drame majeur. Il était 19 h 44 mn, une journée caniculaire allait se terminer pour laisser place à une nuit réparatrice. Oh que non ! Le ventre de la terre déversa brusquement son énergie destructrice. Rien n'était à sa place. L'humain n'était qu'un être impuissant. Pendant des secondes interminables, la terre ondulait, la mer reculait, les bâtiments vacillaient et le brouhaha était assourdissant.

Des puits d'eau, montaient des rugissements, et la poussière envahissait l'air. Puis ce fut un long silence. Et surviennent des cris de douleur. Le cauchemar s'installait dans les localités de Boumerdès et de l'est d'Alger. Le 21 mai 2003, un violent séisme a ébranlé le centre du pays dont l'épicentre a été localisé à 7 kilomètres au nord (en mer) de la ville de Zemmouri dans le centre de la wilaya de Boumerdès. Selon les spécialistes, son amplitude a été estimée entre 6,8 et 7 degrés sur l'échelle de Richter. C'est la wilaya de Boumerdès, notamment les

agglomérations des plaines du littoral qui ont été les plus touchées par la secousse tellurique. Ont été aussi atteintes quelques villes de l'est de la capitale. Des dégâts ont été enregistrés même dans les wilayas de Tizi-Ouzou, Bouira et Blida.

«Le séisme de Boumerdès est le plus meurtrier qu'ait connu l'Algérois depuis des siècles et le second événement majeur ayant affecté le nord de l'Algérie après celui d'El-Asnam le 10 octobre 1980», indiquait le rapport du Crag (Centre de recherches en astronomie, astrophysique et géophysique). Et pour cause, les pertes humaines, surtout, ont été énormes. 2 274 personnes périrent —dont 1 391 dans la seule wilaya de Boumerdès— des milliers de blessés ont été dénombrés. Les dégâts matériels ont été évalués à 5 milliards de dollars.

### Défaillance de l'Etat en tant que garant de la sécurité

En plus des drames causés par la catastrophe, le tremblement de terre du 21 mai a mis à nu la grande faille dans l'organisation des structures de l'Etat. Il a aussi dévoilé

la vision étroite qu'ont les dirigeants du pays de la sécurité des populations, des biens et du territoire. Alors qu'elle devait être instinctive, par le biais d'un plan Orsec, la réaction de l'Etat en tant qu'institution organisée a été d'une défaillance criarde. Ni les wilayas, ni le gouvernement ne disposaient en réalité de ce plan d'intervention. A ce malheur se sont greffés d'autres problèmes majeurs conséquents au tremblement de terre : la paralysie des réseaux téléphoniques et électriques.

Les principaux hôpitaux et structures secondaires de la santé avaient subi des dommages graves. Ils étaient inutilisables. Les routes ont été envahies par les citoyens apeurés et livrés à eux-mêmes. Des images aussi dramatiques que caricaturales des premiers moments de la catastrophe sont toujours en mémoire. Comme celle de ce P/APC qui, affolé, déambulait dans les rues sombres de sa commune à la recherche de torches électriques ou des groupes électrogènes ou de cet officier de la Protection civile en pleurs qui n'avait même pas de

pelles à distribuer aux sapeurs pompiers. Il y a également l'image de ces vaillants soldats dépêchés «klach» en bandoulière, 15 minutes après le séisme sur une cité ravagée et qui tentaient d'éclairer les ruines avec les phares de leurs camions pour essayer de sortir les survivants des décombres. Fort heureusement, le comportement individuel extraordinaire de tous a comblé la défaillance de l'Etat.

### Solidarité citoyenne exemplaire

D'aucuns gardent certainement de cette catastrophe une donnée sociologique avérée. L'Algérien mis dos au mur réagit avec un rare courage. La réaction de la jeunesse du centre du pays dans ces pénibles moments était exemplaire. Nous avons vécu des situations extraordinaires. Comme celle du lendemain, au matin de la catastrophe. Nous discutons avec un officier qui installait des tentes médicales au niveau du stade de Boumerdès. Arriva un groupe de 3 personnes. Une adolescente soutenue par un jeune d'une vingtaine d'années était suivie d'un homme dépassant 65 ans. Le

jeune était simplement habillé d'un pyjama chinois. Le corps complètement couvert d'une couche de poussière blanche comme si quelqu'un avait vidé un sac de farine sur lui. Voilà les courts propos échangés avec ce jeune. D'où venez-vous ? «Je viens de la sortir des décombres.» Le vieux monsieur et la jeune fille confirmaient. Mais avec qui tu l'as sauvée ? «Tout seul.»

D'où es-tu ? «De Bab El Oued. Je suis venu sauver mes frères. » Et il reprit le chemin en direction de la cité Ibn Khaldoun (ex-1200 logements) qui a subi des ravages. Des exemples comme ceux-ci sont légion. Comme cette jeune fille qui a quitté le domicile parental aux Issers pour rejoindre à pied, en pleine nuit et en rase campagne, son poste de travail à l'hôpital de Bordj-Menaïel. Les sinistrés de Sidi-Daoud se rappelleront longtemps le comportement du commandant de l'ANP, Slimane. La commune de Sidi-Daoud où est cantonné son détachement était en ruine. La vieille bâtisse de la brigade de Gendarmerie nationale s'était totalement effondrée tuant des gendarmes et leurs familles. Les élus et le chef de la daïra de Baghlia étaient introuvables.

Dès lors, l'officier supérieur avait pris ses responsabilités «devant une telle urgence je n'ai pas attendu les ordres de l'état-major pour intervenir», nous dira-t-il le lendemain du sinistre. Il a regroupé les familles de la ville. Il leur a affecté un groupe de soldats pour veiller sur elles.

D'autres éléments sous ses ordres ont été affectés au sauvetage. En plus, il est parti sillonner la région à la recherche d'engins. En pleine nuit, ses éléments ont déjoué une tentative d'attentat à l'explosif préparé par les terroristes du GSPC.

Faut-il, en outre, rappeler ces convois qui acheminaient des secours de toutes les wilayas du pays. Des véhicules bourrés de denrées alimentaires et autres produits, hissant l'emblème national, sillonnaient les communes de Boumerdès à la recherche d'un lieu pour décharger.

Abachi L.

### DESTRUCTIONS DU SÉISME DE 2003

## Les responsabilités occultées

Passé les durs moments de détresse, la colère des populations a été exacerbée par ce qu'elles ont découvert dans les bâtisses en ruine. Des malversations dans la construction des logements collectifs ont été dévoilées. Construction de bâtiments de plusieurs étages sur un sol inadéquat, trafic sur le ferrailage et le ciment pour atténuer le coût au détriment de la sécurité, absence d'études, de plans et même de permis de construire, violation des normes de construction, absence de contrôle étatique. Des marchands de volaille qui se sont érigés en entrepreneurs. Des marchés de construction attribués contre des pots-de-vin. Bref, c'était l'horreur dans toute sa laideur. La colère des citoyens était telle que Bouteflika qui se préparait à succéder à lui-même a concédé une

commission d'enquête. Dans la précipitation, cette commission a été mise en place, en juin 2003 par le ministère de l'Habitat et l'Urbanisme. Elle a procédé à des investigations dans les quelques décombres qui n'ont pas encore été évacués. Sur la base des rapports élaborés par les membres de la commission, le ministre de l'Habitat dépose deux plaintes auprès des procureurs des cours de Boumerdès et d'Alger. Saisie par les deux parquets, la Gendarmerie nationale prend le relais de l'enquête. Au final, la plainte du procureur d'Alger a été rejetée. A Boumerdès, les deux juges d'instruction qui se sont succédés à ce dossier ont rejeté par trois fois la plainte. Le parquet faisait inéluctablement appel. En 2007, le procureur du tribunal a tout de même réussi à présen-

ter devant le juge 38 personnes.

La liste comportait des noms de chefs d'entreprises privées ou étatiques, d'ingénieurs au service du CTC, de cadres des bureaux d'études, de chefs de projet, de chefs de chantier, de vendeurs de matériaux de construction... Au mois d'août 2007, à l'issue du procès en première instance, 27 prévenus ont été condamnés à deux ans de prison ferme et un autre à trois ans de prison ferme. La justice les accusait d'homicide par imprudence, de négligence, de laisser-aller et de falsification. Lors du procès en appel qui s'est déroulé en août 2008, les charges ont été abandonnées et les accusés ont été innocentés. La défense avait, en effet, mis le doigt sur une faille dans ce procès. D'après elle, les véritables responsables

n'étaient pas inculpés. Il était question de ceux qui traçaient la politique régionale ou nationale de l'aménagement du territoire et l'habitat et qui donnaient ordre d'ériger des projets. Ceux qui fixaient les délais de réalisations. Ceux-là mêmes qui détiennent les responsables de l'édition des lois et règlements en matière de construction. Comme, par ailleurs, il leur incombaient de veiller sur le strict respect des normes et des lois de la République en ce qui concerne la construction des logements. Pour l'heure, il ne reste au parquet de Boumerdès que l'appel auprès de la Cour suprême pour, au minimum, faire aboutir, éventuellement, le modeste droit des sinistrés à l'accès aux dommages et intérêts. Mais ce n'est pas encore acquis.

A. L.